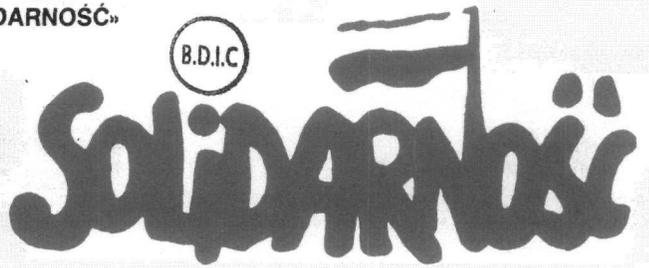
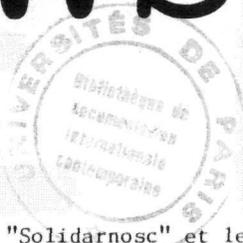


# NEWS



Date: 1 octobre 1984

No: 32



LES ANCIENS DIRIGEANTS de "Solidarnosc" et les membres de l'opposition démocratique récemment amnistiés, sont depuis début septembre en face d'une nouvelle menace du régime du général Jaruzelski: le bannissement "temporaire" que le gouvernement a décidé de "mettre à l'étude". Ce recours à ces "vestiges juridiques d'une autre époque", comme l'a qualifié même le rédacteur en chef du très officiel quotidien de Varsovie, Zycie Warszawy, a été évoqué pour la première fois publiquement par le porte-parole du gouvernement, Jerzy Urban, le 4 septembre. Des experts gouvernementaux a-t-il révélé, étudient la possibilité de réintroduire cette peine qui serait prise à titre "temporaire", contre des récidivistes au terme de "délits graves contre l'état". Témoignant de l'état d'avancement du projet, les ministres avaient ajouté que plusieurs pays, "hors d'Europe" avaient déjà donné leur "accord préalable" pour accueillir les polonais exclus de leur pays.

Trois députés non-communistes de la Diète (Parlement Polonais), ont critiqué le projet de bannissement des opposants politiques actuellement étudié. Edward Osmánczyk, Ryszard Reich, et Janusz Zablocki, ont adressé à une commission parlementaire une lettre commune, où ils déclarent que la présentation du projet fait le 4 septembre, a "contribué à la diminution du prestige international de notre pays". Il est difficile pour l'instant de savoir si ce projet est destiné à venir effectivement en discussion devant la Diète, où il sera sans nul doute adopté, ou s'il ne s'agit que d'une arme supplémentaire dans la "guerre psychologique" que livre le pouvoir aux anciens responsables de "Solidarnosc".

L'opposition et les milieux catholiques qui ont encore en mémoire les propositions "d'exil temporaire" faites en vain par le gouvernement aux chefs de file de l'opposition incarcérés sans procès jusqu'à l'amnistie de juillet, prennent la menace très au sérieux. "Il ne fait pas de doute, indique ainsi un hebdomadaire de "Solidarnosc" Tygodnik Mazowsze, que si le gouvernement décide une telle mesure, il y aura toujours (d'autres) prêts à rendre service à nos généraux".

Le père Jerzy Popieluszko, aumônier des aciéries de Varsovie, a qualifié le projet de "crime contre les meilleurs fils de la nation". Il a en outre conseillé aux promoteurs du bannissement, de "choisir eux-mêmes l'exil", car a-t-il dit, "la nation ne s'y opposerait pas". Samedi, l'hebdomadaire catholique indépendant, Tygodnik Powszechny, a consacré à cette question un éditorial, amputé à deux reprises par la censure, où il estime que la seule attitude dans ce débat doit être "l'opposition catégorique au nom de l'éthique et de la morale". La polémique a même affaibli dans la presse officielle, le plus souvent chargé de défendre les thèses du régime. Le rédacteur en chef de Zycie Warszawy a ainsi jugé bon de marquer son opposition à ce projet "d'un autre âge", politiquement inopportun au moment où la Pologne est la cible des forces politiques occidentales.

Le 21 septembre le gouvernement a rejeté les accusations selon lesquelles le projet d'envoyer les dissidents anti-communistes en exil à l'étranger avait nuit à l'image de la Pologne aux yeux de l'opinion internationale.

"Le gouvernement pense que ce sont les personnes visées par le bannissement potentiel qui ternissent considérablement et sans nul doute, le prestige de notre pays sur le plan international", souligne le communiqué signé par le ministre de la Justice.

De son côté, le même Zycie Warszawy, a publié un "nombre des lecteurs" attaquant "les extrémistes remis en liberté par l'amnistie qui ne veulent pas cesser leurs activités". Le bannissement temporaire serait pour eux, affirme ces "lecteurs" une "mesure plus efficace et plus humanitaire que la prison".

En filigrane de ce "débat démocratique" estiment les observateurs, transparissent les préoccupations de l'heure du régime vis-à-vis d'une opposition décrite officiellement comme "moribonde" mais dont la force doit lui paraître suffisamment inquiétante pour qu'un arsenal juridique sans précédent soit imaginé afin de la contraindre au silence.

WLADYSLAW FRASYNIUK et Jozef Piniór sont passés en jugement d'appel le 17 septembre au Tribunal régional de Wrocław. Les faits présentés par la défense lors de ce procès sont en contradiction avec l'accusation de troubler l'ordre public formulée par la milice. Pourtant, après une délibération qui a duré cinq heures, la cour a confirmée la sentence de deux mois de privation de liberté qui avait été prononcée par un organe administratif quasi-judiciaire du nom de Collège des Transgressions. Les deux membres de la TKK avaient été libérés en raison de l'amnistie et se sont retrouvés à nouveau en prison un mois plus tard. D'autres personnes condamnées pour leur participation aux célébrations du quatrième anniversaire des Accords de Gdansk avaient été libérées avant le 17,

leur peine de prison ayant été remplacée par une amende.

RADIO "Solidarnosc" a émis à Varsovie à l'occasion du quatrième anniversaire des Accords de Gdansk. Cette émission comportait entre autres une déclaration d'un membre de la TKK: Zbigniew Bujak. Celui-ci s'adressait aux membres du syndicat en leur demandant d'œuvrer pour renforcer les structures d'entreprise de "Solidarnosc" et leur autogestion. Ainsi s'exprime-t-il une responsabilité accrue des membres pour leur syndicat et l'organisation du travail quotidien de celui-ci. De plus, Zbigniew Bujak attire l'attention sur l'actualité des résolutions du Ier Congrès de NSZZ "Solidarnosc" qui sont la base des activités en

409.12007

faveur de la défense des principes de démocratie et de liberté, et qui démontrent simultanément la nécessité des réformes socio-politiques qui en sont la garantie. Les Accords du mois d'août, les conventions de l'OIT, les Statuts du Syndicat et les votes du Congrès constituent toujours le fondement juridique de l'activité du syndicat. Bujak affirme que "...nous ne pouvons pas nous contenter d'une solidarité des coeurs, mais nous devons maintenir des réelles organisations au sein des entreprises...", d'autant plus que les expériences des quatre dernières années démontrent notre force.

Zbigniew Bujak souligne la nécessité de continuer la lutte pour la libération de Bogdan Lis et de tous les militants qui se trouvent encore en prison, car nous devons appliquer le principe selon lequel l'abandon ne fût-ce que d'un seul serait aujourd'hui la destruction de l'ensemble de "Solidarnosc".

LE PAPE JEAN PAUL II a adressé la communauté polonaise à Toronto, au Canada, le 14 septembre dernier. Mettant de côté pour quelques instants son texte préparé à l'avance, le Pape s'est exprimé sur la signification de "Solidarnosc".

"Le sigle "Solidarnosc", a-t-il dit, est le symbole d'un ordre des choses basé sur l'importance accordée à la personne humaine. La dignité de l'homme et les droits de l'homme sont les critères de base de toute société humaine et de la construction de toute communauté nationale. C'est la raison pour laquelle nous honorons le terme "Solidarnosc", le symbole qu'il représente et la réalité qu'il incarne. C'est un mot qui ajoute une signification complémentaire à la déclaration des droits. C'est une étape basée sur les mêmes principes et tendant aux mêmes buts. En effet, le peuple polonais veut être lui-même, il veut vivre sa propre vie."

JANUSZ PALUBICKI, membre de la TKK, a été convoqué en septembre par le Procureur de la voïvodie de Poznan, pour ce qu'on appelle un "entretien de mise en garde". Au cours de cet "entretien" on a menacé Palubicki d'une nouvelle accusation pénale et finalement du retrait de la mesure d'amnistie parce qu'il n'a pas renoncé à ses activités qui pourraient avoir pour effet de troubler l'ordre juridique et l'ordre public". C'est l'une des nouvelles tentatives pour faire régner la crainte parmi les militants de "Solidarnosc" sortis de prison.

UN MEMBRE de la TKK, Piotr Bednarz, est hospitalisé depuis cinq mois suite à une perforation de l'abdomen dans la prison de Barczewo. Une première intervention chirurgicale ratée, pratiquée à Olsztyn, avait provoqué un état inflammatoire menaçant sa vie. Une seconde intervention et les soins attentifs du corps médical de la clinique Oczki à Varsovie ont éliminé la menace immédiate, cependant l'état de Bednarz est loin d'être satisfaisant.

LA PLUPART des comités d'entreprise locaux et régionaux de "Solidarnosc" ont organisé, observé et pris note des activités variées qui ont eu lieu en honneur du 4ème anniversaire des Accords de Gdansk. Des communiqués et messages encourageant une participation active selon les besoins et conditions locales, ont été publiés dans la presse clandestine et dans les bulletins "Solidarnosc" d'entreprises. La Commission Exécutive Régionale de Varsovie (RKW) a fait paraître l'information qui suit le 3 septembre. Suite à la consigne donnée par le Comité d'entreprise de "Solidarnosc" à l'usine Monter, des débrayages de 15 minutes ont été suivis dans presque tous les ateliers de l'usine. Dans des tracts qui circulaient

à l'aciérie Warszawa, le comité clandestin de cette entreprise exigeait la libération des prisonniers politiques, la réembauche de Seweryn Jaworski (dirigeant syndical récemment libéré), la liberté pour "Solidarnosc" et la fin de la dictature militaire. Des centaines de travailleurs prirent part aux manifestations. A l'entreprise PSRawarPS, on n'a pratiquement travaillé que jusqu'à midi, les employés voulant ainsi manifester que le 31 août, c'est la fête. Dans plusieurs entreprises on a commencé à recueillir des signatures pour une pétition en faveur du statut de prisonnier politique et des comités "Solidarnosc" dans certaines entreprises et distribué des tracts qui comportaient les slogans suivants: "Libérez Lis", "Nous ne renoncerons pas à Août", "les Accords sociaux restent en vigueur", "Solidarnosc" existe toujours". Le Comité de Résistance Sociale (KOS) a imprimé et distribué plusieurs centaines de tracts à Pruszkow (près de Varsovie). Le groupe de lancement de tracts Armenia a distribué 15,000 tracts dans plusieurs régions de Varsovie où on pouvait lire la déclaration de la TKK (voir News no 31). Le 29 août, 28,000 tracts ayant le même message ont été distribués dans la ville même. Le 23 et 25 août à Pruszkow, radio "Solidarnosc" a pu se brancher sur l'image de la première chaîne de la télévision et a montré l'inscription "Solidarnosc" vit". Une autre tentative de ce type a également été couronnée de succès le 28 août à Milanówek. Le 31 août, la radio de la Commission Inter-entreprise de Coordination de "Solidarnosc" a émis pour les entreprises dans les alentours de Miedzylesie. Le même jour, un groupe spécial de la Commission Exécutive Régionale de "Solidarnosc" a diffusé par hauts-parleurs une émission comportant des communiqués et des déclarations de la Commission Provisoire de Coordination, et des chansons.

LE MANQUE DE MILITANTISME dans les entreprises contrôlées par le parti a incité le comité exécutif du POUP (Parti Ouvrier Unifié Polonais) à faire passer en interrogatoire la haute gérance des 18 entreprises marchandes de Gdansk. Ces entreprises, telles que C. Hartwig, Centromor, Navmor, A. Morska, Baltona emploient cumulativement 3860 travailleurs parmi lesquels seulement 17,6% sont membres du Parti et 24% des syndicats établis par le gouvernement. Malgré qu'un quart de la main-d'oeuvre est agé de moins de 30 ans, la ZSMP (Association de la jeunesse socialiste polonaise) n'est représentée que dans 5 entreprises, chacune comptant de 5 à 20 membres.

LE GOUVERNEMENT POLONAIS a récemment fait requête auprès du Pape Jean Paul II, afin qu'il soutienne la levée des sanctions américaines. Il y a six mois, le porte-parole du gouvernement Jerzy Urban, a déclaré que les sanctions constituaient la seule "attaque contre la société qui ne réveillait pas sa fureur. Dans ce cas-ci, Mr. Urban a eu tout-à-fait raison.

THE SPIRIT OF SOLIDARITY (L'esprit de solidarité), un livre de l'éminent philosophe Jozef Tischner, a récemment paru aux éditions Harper and Row en version anglaise. Dans son livre, Tischner établit un rapport entre l'éthique chrétienne et les aspirations de la société polonaise qu'incarnent "Solidarnosc". D'autre part, Tischner explore le concept de "la grève" en tant qu'instrument valable pour accéder à la justice sociale. Le livre contient un avant-propos écrit par Zbigniew Brzezinski. Lech Walesa a contribué le mot de la fin.

Sources: Bulletin d'Information "Solidarnosc", no. 96; "Solidarnosc" de la région Gdansk, no. 13; Service d'Information du RKS Malopolska, No. 9; Wola, no. 28 (III); Z dnia na dzien, no. 29/331.